

STOP AU SABORDAGE DE LA DGFIP

EMPLOIS À LA DGFIP LE JEU DE BONNETEAU !

+ 148 emplois... et nous serions sur du positif... mais comment comptez-vous ?

À la lecture des chiffres des suppressions d'emplois 2024, la DG pourrait laisser croire que les suppressions d'emplois sont stoppées cette année.

PLF 2014	PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017	PLF 2018	PLF 2019	PLF 2020	PLF 2021	PLF 2022	PLF 2023	PLF 2024
- 2 002	- 1 934	- 2 111	- 1 538	- 1 591	- 2 090	- 1 431	- 1 792	- 1 355	- 684	+ 148

Comme chaque année, les documents du CSAR visent à minimiser les suppressions incluant les renforts et les transferts d'emplois. Mais il y a tromperie. Les transferts d'emplois ne minorent pas les suppressions d'emplois, car ils correspondent à des transferts de charges le plus souvent sous-estimés.

Nous sommes au Ministère des Comptes Publics et nous avons le respect des chiffres, alorscomptons :

	Suppressions	Renforts	Transferts	TOTAL
Centrale		118		118
Services à Compétence Nationale		79		79
Directions Nationales Spécialisées	- 23	151	20	148
SCBCM			13	13
Réseau (DFiP)	- 783	393	235	- 155
COM		1		1
Gains de Productivité	- 80		80	0
Autres	- 56			- 56
TOTAL	- 942	742	348	148

+ 348 en transferts entrants d'autres administrations ... mais cela se fait avec un transfert entrant ... de missions ! Et que représentent ces missions ?

La plus importante, et celle pour laquelle nous avons un décompte précis, c'est la Taxe d'Urbanisme. Au MTE, cette mission était accomplie par 525 ETP. Au niveau des 80 emplois au titre des gains de productivité, nous n'en ferons pas crédit à l'administration au regard du fiasco de GMBI.

Passons ensuite à « la répartition des emplois », c'est de la cuisine interne, l'administration gère la pénurie comme elle le souhaite mais que dire du satisfecit sur « les emplois du réseau territorial de la DGFIP qui connaîtront un recul d'à peine 155 ».

EMPLOIS DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES										TOTAL
AE	AFIPA	IP	IDIV HC	IDIV CN	IDEX HC	IDEX CN	A	B	C	PLF 2024
- 4	9	45	- 87	- 27	8	- 7	180	- 26*	- 246	- 155

* - 55 B Géo

Ce qui pourrait laisser croire à un faible recul dans les directions territoriales est en réalité une catastrophe. Les vacances d'emploi ont atteint un tel niveau que les services sont désormais sollicités pour « s'entraider » car ils ne sont plus en mesure de faire face à leur charge de travail !

Au 1^{er} septembre 2023, 4604 ETP vacants ; en 2024, il est annoncé 3700 ETP sortants. Les recrutements par concours ne seront pas suffisants donc entre 1500 et 1600 recrutements de contractuels sont prévus. Sur quelle durée, avec quelle formation ?
Pour la CGT Finances Publiques, ce n'est pas satisfaisant et encore moins « ambitieux ».

Le soit-disant solde positif des emplois 2024 à la DGFIP ne saurait résoudre l'absence d'attractivité de notre administration.

En d'autres temps, pourtant pas si lointains, un président de la République affirmait que les suppressions d'emplois auraient un retour pour ceux qui les subissent. Et pourtant, la DGFIP et ses agents ont beaucoup subi pour quelques miettes proposées en retour !

- » **Nous voulons des créations d'emplois et des recrutements pour mieux travailler ;**
- » **Nous voulons de l'argent pour vivre décemment ;**
- » **Nous ne mendions rien, c'est notre dû !**

LA CGT FINANCES PUBLIQUES PROPOSE AUX AGENTS DE PARTICIPER AUX ACTIONS

ORGANISÉES AUTOUR DES CSAL EMPLOIS.

LA CGT FINANCES PUBLIQUES APPELLE TOUS LES AGENTS À SIGNER LA PÉTITION

DE LA PLATE FORME INTERSYNDICALE SUR LES RÉMUNÉRATIONS.

Luttes gagnantes

